

une institution qui connaît une crise profonde

Rien ne va plus dans l'appareil judiciaire dont la bourgeoisie a besoin pour ses services. Le « ras-le-bol » y fait son chemin. Trop de monde se pose la question : « Comment peut-on être magistrat en 1973 ? ».

Le malaise est sérieux. Et le gouvernement s'en inquiète. Un rapport confidentiel du « directeur des affaires criminelles et des grâces » (le « rapport Arpaillage ») en donne une preuve spectaculaire :

Débordée et attardée, la justice tente de sauver la face et de traiter au moins les affaires qui paraissent les plus graves. Mais (...) l'insuffisance et l'archaïsme des moyens dont elle dispose sont tels qu'elle ne peut envisager de contrôler les grands secteurs de la délinquance, ceux qui causent le plus grand préjudice à la collectivité, et elle doit se contenter dans une large mesure de faire comparaître devant ses tribunaux la foule des petits et moyens délinquants, du chèque de fin de mois, au vol à l'étalage, et au défaut de carte grise ».

*Extrait cité
par Le Monde
sept. 72*

Il existe bien sûr beaucoup de juges qui ne se posent aucun problème, qui se trouvent à l'aise et dans leur décor et dans leur fonction : le genre « monsieur maximum », qui enverra un voleur de bicyclette en trois minutes en prison, avant d'aller, lui-même, déjeuner.

Mais le mécontentement est bien réel, et il grandit.

Des magistrats contestent une justice vétuste et sans moyens

Ployant sous le nombre des dossiers, prisonniers d'un cadre séculaire, où beaucoup de lois relèvent plus d'une morale